

La police israélienne réprime

Category: International

écrit par jmfouquer | 29 janvier 2024

En Israël aussi, depuis le 7 octobre, des militant·es entendent manifester contre la guerre. L'article ci-dessous décrit leurs efforts pour faire entendre leur voix mais aussi les difficultés rencontrées et la répression subie. Malgré la peur, malgré leur encore en petit nombre, les opposant·es à la guerre s'expriment.

La police israélienne réprime les manifestations anti-guerre avec une poigne de fer, disent les militants

Depuis le 7 octobre, la police israélienne a systématiquement interdit, restreint et attaqué les manifestations contre l'assaut de l'armée contre Gaza, insufflant un sentiment de peur tant parmi les citoyens juifs que les citoyens palestiniens.

Par [Oren ziv](#). Publié le 24 janvier 2024 par +972. Traduit par nos soins.

Le soir du 16 janvier, plusieurs dizaines de militants se sont rassemblés devant le Kirya à Tel-Aviv, où se trouvent le ministère israélien de la Défense et le quartier général de l'armée. C'était l'une des premières manifestations judo-israéliennes condamnant explicitement l'assaut de l'armée contre la bande de Gaza depuis le début de la guerre, et la police a agi rapidement pour la réprimer : des dizaines d'officiers ont été déployés à l'avance, et ils ont refusé d'autoriser la manifestation à son emplacement prévu. Ils ont confisqué des panneaux indiquant « *Stop the massacre* » au motif qu'ils heurtaient le sentiment du public. Un militant a été arrêté et plusieurs autres ont été agressés par la police.

Cette série d'événements est loin d'être exceptionnelle. Depuis le 7 octobre, la police israélienne met en œuvre une

politique cohérente visant à prévenir ou à limiter toute protestation contre la guerre, contrairement aux protestations en solidarité avec les otages et leurs familles, qui ont été autorisées dans certaines régions. Cette politique est toujours en vigueur bien que la Cour suprême d'Israël ait émis une injonction provisoire au début du mois interdisant au ministre de la sécurité nationale, Itamar Ben Gvir, d'intervenir dans le maintien de l'ordre lors des manifestations ; dans une large mesure, la police semble néanmoins appliquer la répression de la liberté d'expression souhaitée par le ministre pendant la guerre.

Les militants anti-guerre à travers le pays – citoyens palestiniens ou Juifs – qui ont été interviewés pour cet article ont tous mentionné un mot : « peur ». Même les militants politiques chevronnés disent qu'ils n'ont jamais eu autant peur de protester. Ils ont peur d'être arrêtés, ce qui, pour les citoyens palestiniens, pourrait signifier des mois de prison. Plus que jamais, ont-ils dit, il est dangereux de faire preuve de solidarité avec la population de Gaza, et ils ont le sentiment que la rhétorique belligérante des politiciens a un impact direct sur le comportement de la police.

« Dès les premiers jours de la guerre, il était clair que c'était la politique à suivre », a déclaré à +972 et à *Local Call* Maysana Mourani, avocate du centre juridique et de défense des droits de l'homme Adalah, basé à Haïfa. La police a acquis de nouveaux pouvoirs pour réprimer immédiatement les manifestations, même lorsqu'une autorisation de manifester n'est pas requise, en raison de son prétendu « manque d'effectifs ».

Adalah a saisi la Cour suprême, à plusieurs reprises depuis le 7 octobre, pour contester ces interdictions de manifester imposées par la police. Malgré l'intervention de la Cour au début du mois, elle n'est pas intervenue à de nombreuses autres occasions, ce qui signifie que la police a eu toute latitude pour décider des manifestations à autoriser. « Cela

dépend de l'identité des manifestants et des slogans », a déclaré M. Mourani.



Militant·es protestant contre la guerre à Gaza le 16 janvier 2024 © Oren Ziv

« Les tribunaux voient un danger dans chaque acte de protestation », poursuit-elle. « Les gens sont automatiquement placés en détention pour quelques jours et, très vite, cela se transforme en acte d'accusation et en décision de les maintenir en détention jusqu'à la fin de la procédure. C'est complètement dérégulé ; c'est une nouvelle norme. »

« La règle est que la police réprime toute manifestation », a déclaré à +972 Amjad Shbita, secrétaire national du parti de gauche Hadash. Le 9 janvier, le Hadash a tenté d'organiser une manifestation dans la ville de Kaboul, au nord du pays ; étant donné que le nombre de participants aurait été inférieur à 50 personnes, il n'était pas nécessaire d'obtenir une autorisation. Quoi qu'il en soit, la manifestation a été

terminée avant même d'avoir commencé : « La police a arrêté le secrétaire de la section locale de Hadash et l'a menacé, si bien que nous avons renoncé. La section a annulé la manifestation. »

Certaines de ces restrictions semblent s'être légèrement assouplies au cours des dernières semaines. À Arraba, une autre ville arabe du nord, un rassemblement anti-guerre d'environ 150 personnes a eu lieu le 12 janvier, ce qui en fait le plus grand rassemblement organisé par des Palestiniens à l'intérieur d'Israël depuis le début de la guerre.

Le week-end dernier, à Haïfa et à Tel Aviv, des manifestations plus importantes – que la police avait initialement interdites au motif qu'elle n'avait pas les effectifs nécessaires pour les sécuriser – ont été autorisées à la suite de requêtes déposées auprès de la Cour suprême. Plus de 1 000 personnes ont participé au rassemblement de Tel Aviv, organisé par le mouvement judéo-arabe Standing Together, tandis que la police a limité à 700 personnes le rassemblement organisé par Hadash à Haïfa.

Néanmoins, les personnes interrogées ont le sentiment qu'il s'agit de changements marginaux. « La police s'est un peu relâchée », a déclaré Shbita, « mais on sent toujours sa poigne de fer ».



Manifestants juifs et palestiniens Haïfa 20 janvier 2024
© Oren Ziv

Ils essaient de nous intimider

La répression des manifestations, en temps de guerre ou non, n'est pas un phénomène nouveau pour la police israélienne. Mais l'attaque actuelle contre la liberté d'expression est menée avec une rapidité et une force sans précédent.

Une semaine après le début de la guerre, le commissaire de police Kobi Shabtai a annoncé l'interdiction des manifestations de solidarité avec les Palestiniens de Gaza. « Quiconque souhaite s'identifier à Gaza est le bienvenu », a-t-il déclaré dans une vidéo publiée sur les pages de médias sociaux arabes de la police israélienne ; « Je le mettrai dans les bus qui s'y rendent actuellement ».

Le porte-parole de la police, Eli Levy, s'est fait l'écho de ce sentiment peu après, en déclarant à la radio de l'armée israélienne : « Quiconque ose demander la permission d'organiser une manifestation de soutien à Gaza ou à

l'organisation terroriste nazie qui a commis l'Holocauste ici – bien sûr, nous ne l'autoriserons pas. Quiconque organise des manifestations sans autorisation, nous viendrons et nous nous occuperons de la manifestation avec tous les outils dont nous disposons ». Il a ajouté : « Quiconque ose sortir et dire un seul mot à la gloire de Gaza se retrouvera derrière les barreaux »

Le 7 novembre, la Cour suprême a rejeté la requête d'Adalah contre la décision de la police de ne pas accorder de permis de manifester aux Palestiniens dans les villes d'Umm al-Fahm et de Sakhnin en raison d'un « manque de personnel ». La Cour a toutefois déclaré qu'« une interdiction générale et radicale d'interdire à l'avance des manifestations en raison de leur contenu ne relève pas de l'autorité du commissaire de police » et a insisté pour que chaque demande de permis soit dûment examinée. Pourtant, malgré ces directives, toutes les manifestations organisées indépendamment par des citoyens palestiniens d'Israël depuis le 7 octobre, à l'exception d'une seule, ont été interdites.

Rula Daood, citoyenne palestinienne d'Israël et codirectrice nationale de Standing Together, qui a organisé la plus grande manifestation contre la guerre à ce jour, la semaine dernière à Tel Aviv, a expliqué les difficultés extraordinaires qu'il y a à essayer d'organiser des manifestations dans le climat actuel. « La police nous a accordé une autorisation, mais elle s'est ensuite rétractée. Au début, ils ont dit que la marche était approuvée, mais que le lieu n'était pas approprié et que les discours étaient interdits. Les choses n'ont cessé de changer. »



Manifestation contre la guerre à Gaza à Tel Aviv le 18 janvier 2024 800x533© Oren Syv

« Avant cela, ils ont dit qu'il n'y aurait pas deLa manifestation, seulement un rassemblement, et pas d'orateurs ra », a poursuivi M. Daood. « Nous voulions que des milliers de is personnes défilent à Tel Aviv pour demander la fin de la on guerre, un accord de cessez-le-feu et le retour des otages. in Nous voulons renforcer cette voix et parler du jour d'après in vo ».

vo
qu
ée
pa
r
la
po
li
ce
po
ur
ju
st

if
ie
r
ce
s
in
te
rd
ic
ti
on
s,
à
sa
vo
ir
qu
'e
ll
e
ne
di
sp
os
e
pa
s
d'
ef
fe
ct
if
s
su
ff
is
an

ts
po
ur
pr
ot
ég
er
la
ma
ni
fe
st
at
io
n
de
s
co
nt
re
-
ma
ni
fe
st
an
ts
,
ne
se
mb
le
pa
s
av
oi
r

ét
é
fo
nd
ée
.
Au
cu
n
de
ce
s
ra
ss
em
bl
em
en
ts
n'
a
do
nn
é
li
eu
à
de
s
co
nt
re
-
ma
ni
fe
st

at
io
ns
si
gn
if
ic
at
iv
es
,
à
l'
ex
ce
pt
io
n
de
qu
el
qu
es
pa
ss
an
ts
cr
ia
nt
de
s
in
ju
re
s
au

« Ils essaient de nous intimider, de donner le sentiment que la police est souveraine, qu'elle fait ce qu'elle veut et que personne ne peut lui faire quoi que ce soit », a déclaré M. Daood. « C'est de la police politique, et c'est très effrayant. Lorsque vous êtes un citoyen palestinien, la peur fait plus que doubler. Les gens ont même peur de participer à de petits rassemblements, d'apparaître sur des photos, d'écrire quoi que ce soit. »

Le 9 novembre, le Haut comité de suivi – une coordination représentant les citoyens palestiniens d'Israël – avait prévu d'organiser une manifestation pacifique à Nazareth, avec la participation d'un nombre limité d'invités. Mais la police a procédé à des arrestations préventives – dont celle de l'ancien membre de la Knesset Mohammad Barakeh, président du Comité – interdisant de fait la tenue de la manifestation.

Après son arrestation, Barakeh a déposé une requête auprès de la Cour suprême, mais les juges l'ont rejetée. Le lendemain, le commandant du poste de police de Nazareth, Eyal Kihati, a envoyé un message à Barakeh, le mettant en garde contre le maintien de la manifestation : « Comme indiqué, le message est clair et sans équivoque. Nous ne tolérerons pas les violations des décisions judiciaires ou des décisions locales que j'ai prises en tant que commandant du commissariat, et toute organisation de votre part ou de la part de représentants du Haut Comité de Suivi sera traitée avec une tolérance zéro et conformément aux outils que la loi nous donne. »



La police confisque des pancartes Tel Aviv le 18 novembre 2023 © Oren Ziv

En décembre, Barakeh a été suivi par des véhicules de police. La manifestation a finalement été autorisée plus tard dans le mois, sans qu'il y ait eu d'autres arrestations.

Un sentiment d'impuissance

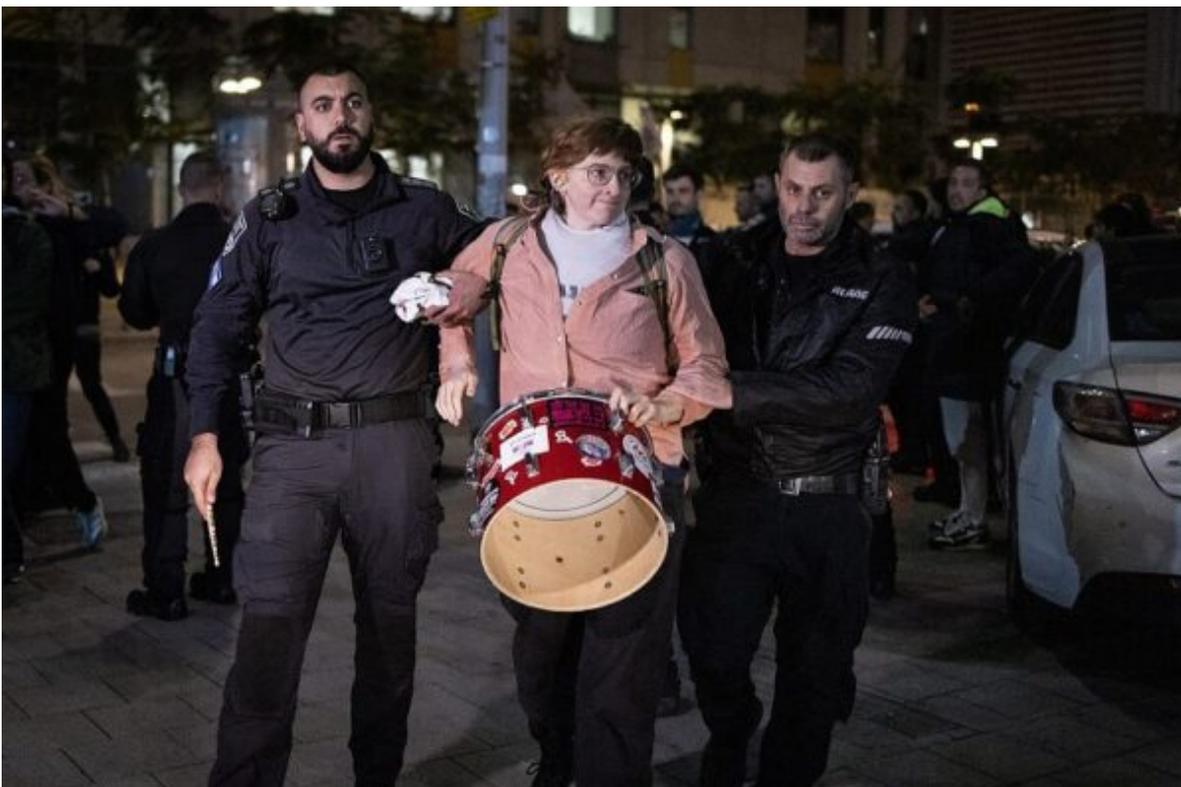
Le 19 octobre, une manifestation contre la guerre a eu lieu à Umm al-Fahm. La répression policière féroce – la manifestation a été dispersée à l'aide de grenades assourdissantes, de matraques et de balles en caoutchouc, et la police a arrêté 12 des manifestants – a fait de cette manifestation un symbole de la répression policière depuis le début de la guerre.

La police a demandé que 11 des détenus, dont quatre mineurs, soient placés en détention provisoire, et le tribunal de première instance a approuvé la demande sans tenir d'audience pour les détenus parce que le shabbat avait déjà commencé. Après une audience samedi soir, neuf des détenus ont été libérés sous conditions, et deux autres – Ahmad Khalifa et Muhammad Jabarin, que la police considère comme les

organisateurs de la manifestation – sont restés en détention.

Ces deux personnes ont été inculpées pour avoir crié des slogans politiques que la Cour a considérés comme une incitation, et leur détention a été prolongée jusqu'à la fin de la procédure – c'est peut-être la première fois que cela se produit uniquement pour des raisons de slogans. Mourani, l'avocat d'Adalah, représente Jabarin. « Ils prétendent qu'il s'agit d'incitation et de slogans et non de la manifestation, mais on ne peut pas séparer l'un de l'autre », a-t-elle déclaré.

« Il s'agit d'un changement de politique », a poursuivi Mme Mourani. « Lorsque nous avons discuté d'une alternative à la détention, ils ont soutenu que l'assignation à résidence et la surveillance à distance étaient impossibles parce que [les détenus] seraient théoriquement en mesure de la violer et de quitter la maison pour manifester. Il s'agit donc bien de manifestations, en fin de compte. Il s'agit de persécution politique. Ce ne sont pas de nouveaux slogans, et ce n'est pas quelque chose de spécifique au 7 octobre »



Militants israéliens protestant contre la guerre
d'Israël à Gaza 16 janvier 2024 © Oren Ziv

Il
ne
s'
ag
it
pa
s
d'
un
ca
s
un
iq
ue
.
De
pu
is
le
7
oc
to
br
e,
le
bu
re
au
du
pr
oc
ur
eu

r
gé
né
ra
l
a
en
co
ur
ag
é
le
se
nq
uê
te
ur
s
da
ns
de
s
di
za
in
es
d'
af
fa
ir
es
à
de
ma
nd
er
au

tribunal de prolonger la détention jusqu'à la fin de la procédure, y compris dans

de
s
af
fa
ir
es
ce
nt
ré
es
su
r
l'
«
in
ci
ta
ti
on
»
su
r
le
s
mé
di
as
so
ci
au
x.

Lors de l'une des audiences, Khalifa – l'un des deux inculpés – a décrit au juge les conditions de détention à la prison de Megiddo, où il est détenu en tant que détenu de sécurité : « Les gens sont menottés... Ils sont traînés comme s'ils étaient des animaux. Si vous levez la tête, on vous frappe à la tête.

Je l'ai vu tous les jours. Si l'un des gardiens surprend quelqu'un en train de sourire, il l'emmène ; il y a là une zone avec un 'angle mort' [hors de vue des caméras de sécurité] que toute la prison connaît».

Khalifa a également déclaré qu'un détenu de la cellule voisine de la sienne avait été battu et qu'il avait succombé à ses blessures, ce qui fait écho aux témoignages rapportés par +972 le mois dernier.

Selon Shbita, les gens ont peur de protester à cause de ces histoires qu'ils entendent de la bouche de ceux qui ont été arrêtés. Dans le passé, les militants politiques se disaient : « Nous serons détenus pendant un jour ou deux, ce n'est pas la fin du monde ». « Mais aujourd'hui, on a l'impression que c'est la fin du monde, même parmi les habitués des manifestations, en raison des violences physiques commises au cours des détentions. »

Alors que de petites manifestations ont eu lieu ces dernières semaines dans des localités arabes du nord, il n'y en a pas eu dans le Naqab/Negev, dans le sud. « Cela me fait de la peine de voir que partout dans le monde, des gens manifestent pour nous – en Europe, les gens sortent par centaines de milliers – mais qu'ici, nous sommes incapables de manifester pour nous-mêmes », a déclaré Huda Abu Obeid, une militante politique du Naqab. « Il y a un sentiment d'impuissance. La seule chose que nous pouvions faire avant la guerre était de protester, et maintenant nous ne pouvons même pas le faire. »



Des militants protestent contre la guerre à Gaza à Tel Aviv 11 novembre 2023 © Oren Ziv

Se
lo
n
Mm
e
Ab
u
Ob
ei
d,
il
n'
y
a
pa
s
eu
de

pr
ot
es
ta
ti
on
s
au
dé
pa
rt
pa
rc
e
qu
e
le
s
ge
ns
on
t
ét
é
to
ta
le
me
nt
ab
as
ou
rd
is
pa
r
le

s
év
én
em
en
ts
du
7
oc
to
br
e.
«
Ce
fu
t
un
vé
ri
ta
bl
e
ch
oc
»,
a-
t-
el
le
dé
cl
ar
é.
«
No
us
so

mm
es
ha
bi
tu
és
au
x
at
ta
qu
es
d'
Is
ra
ël
,
ma
is
c'
ét
ai
t
la
pr
em
ière
re
fo
is
qu
e
le
s
Pa
le
st

in
ie
ns
at
ta
qu
ai
en
t
de
ma
ni
èr
e
au
ss
i
ma
ss
iv
e.
No
us
ne
sa
vi
on
s
pa
s
co
mm
en
t
ré
ag
ir

».

Abu Obeid lie également l'absence de protestations à l'effet de refroidissement provoqué par la campagne d'arrestations massives contre les citoyens palestiniens d'Israël dans le sillage de l'« Intifada de l'unité » de mai 2021. « Le Shin Bet a réussi à effrayer tout le monde », a-t-elle déclaré. « Ils ont convoqué des militants [pour des interrogatoires], ils les ont intimidés, ils sont venus sur les lieux d'activité politique. Le sentiment est que quoi que vous fassiez, même si ce n'est pas lié à des manifestations, vous serez toujours persécuté. »

Nous sommes réduits au silence de toutes parts

En l'absence de grandes manifestations, la plupart des activités anti-guerre ont consisté en de petites veillées locales pour lesquelles aucune autorisation n'est requise – mais même celles-ci ont été attaquées par la police et les passants. Les veillées ont tendance à ne pas être annoncées publiquement sur les médias sociaux, mais plutôt dans des groupes fermés. Afin d'éviter la formation d'une contre-manifestation de droite, elles durent généralement moins d'une heure, et les militants arrivent et repartent ensemble, craignant d'être attaqués en chemin.

La dernière action de ce type à avoir été dispersée de force par la police est un petit rassemblement qui a eu lieu la semaine dernière dans la ville arabe d'Al-Batuf, près de Nazareth. Au début du mois, des militants de Tel-Aviv ont organisé une exposition dans la rue de photographies récentes de Gaza ; des passants, dont certains étaient armés, ont attaqué les militants et arraché les photos sous le regard de la police.

Alors que les médias arabes locaux et internationaux ont manifesté un grand intérêt pour ces manifestations et ces veillées, ces événements sont presque totalement ignorés par les principaux médias israéliens. « Notre voix est à peine

entendue en Israël », a déclaré Michal Sapir, un militant du « bloc radical », qui a organisé l'exposition de rue. « Nous sommes réduits au silence de toutes parts. L'État ne montre pas ce qui se passe à Gaza, il est donc important que nous nous levions et que nous disions que le massacre de civils à Gaza, qui est perpétré en notre nom, doit cesser et qu'il n'y a pas de solution militaire. »



Des militants protestent contre la guerre à Gaza à Tel Aviv le 16 décembre 2023 © Oren Ziv

Lo
rs
qu
e
la
gu
er
re
a
co
mm
en
cé
,
le
s
mi
li
ta
nt
s
on
t
dû
tr
ou
ve
r
un

mo
ye
n
de
co
nt
ou
rn
er
l'
in
te
rd
ic
ti
on
de
ma
ni
fe
st
er
.
«
No
us
l'
av
on
s
fa
it
pr
og
re
ss
iv

em
en
t
»,
ex
pl
iq
ue
Sa
pi
r.
«
No
us
ne
sa
vi
on
s
pa
s
qu
el
le
se
ra
it
la
ré
ac
ti
on
.
Au
dé
bu
t,

no
us
no
us
so
mm
es
si
mp
le
me
nt
jo
in
ts
au
x
fa
mi
ll
es
de
s
ot
ag
es
.
No
us
av
on
s
es
sa
yé
de
vo

ir
s'
il
ét
ai
t
po
ss
ib
le
de
se
te
ni
r
là
av
ec
de
s
pa
nc
ar
te
s
ap
pe
la
nt
à
un
ce
ss
ez
-
le
-

fe
u,
et
no
us
av
on
s
vu
qu
e
no
us
po
uv
io
ns
le
fa
ir
e.
Pe
u
à
pe
u,
no
us
so
mm
es
pa
ss
és
à
de
s

sl
og
an
s
pl
us
ra
di
ca
ux
et
à
de
s
dé
fi
lé
s
à
pa
rt
ir
d'
Ha
Bi
ma
[u
ne
gr
an
de
pl
ac
e
pu
bl
iq

ue
da
ns
le
ce
nt
re
de
Te
l-
Av
iv
].
No
us
av
on
s
re
ma
rq
ué
ce
qu
i
po
uv
ai
t
êt
re
di
t
et
ce
qu
i

se
ra
it
ac
cu
ei
ll
i
pa
r
la
vi
ol
en
ce
[d
e
la
po
li
ce
].
»

« Jusqu'à la répression des pancartes [lors de la manifestation du 16 janvier devant la Kirya], la police ne nous dérangeait pas vraiment, mais maintenant elle a une nouvelle politique », poursuit M. Sapir. « Ils en ont assez que nous soyons près du quartier général de l'armée. »

De temps en temps, les militants sont attaqués par des passants. « Un livreur nous a jeté des œufs. Mais il y a généralement de la tolérance, et parfois du soutien. »

Les militants de Jérusalem ont organisé plusieurs petites manifestations contre la guerre au cours des dernières semaines, notamment devant le consulat des États-Unis. L'une d'entre elles, une veillée pour les personnes tuées à Gaza qui

a eu lieu début janvier, a été dispersée de force par la police, deux manifestants ont été arrêtés et des photographies des personnes tuées à Gaza ont été confisquées. La semaine dernière, une autre veillée de protestation à Jérusalem a été attaquée par la police, qui a confisqué les pancartes et repoussé les manifestants.

« Tout est effrayant », a déclaré à +972 et à *Local Call* un militant du groupe de gauche Free Jerusalem, qui a préféré garder l'anonymat. « Les enjeux sont plus importants. Contrairement au passé, où nous annoncions ouvertement les événements, nous sommes aujourd'hui plus prudents. L'opinion publique et les déclarations de l'ensemble des dirigeants politiques israéliens ont évolué vers la droite, ce qui a fait monter le niveau de peur et d'anxiété. »

Se
lo
n
lu
i,
lo
rs
d'
un
e
de
s
pr
em
iè
re
s
ma
ni
fe
st

at
io
ns
ap
pe
la
nt
à
la
li
bé
ra
ti
on
de
s
ot
ag
es
,
de
s
mi
li
ta
nt
s
de
Fr
ee
Je
ru
sa
le
m
on
t

ap
pe
lé
à
me
tt
re
fi
n
à
la
gu
er
re
po
ur
as
su
re
r
le
ur
li
bé
ra
ti
on
et
on
t
ét
é
at
ta
qu
és
pa

r
de
s
pa
ss
an
ts
.
«
Ce
n'
ét
ai
t
mê
me
pa
s
di
re
ct
em
en
t
co
nt
re
la
gu
er
re
,
ma
is
il
y
a

eu
de
la
vi
ol
en
ce
»,
a-
t-
il
dé
cl
ar
é.

« Lors des deux manifestations que nous avons organisées les samedis soirs suivants [6 et 13 janvier], la police nous a violemment dispersés au bout de quelques minutes seulement et ne nous a pas autorisés à protester », a-t-il poursuivi. « Ils ont pris nos grandes pancartes qui disaient « Non à la guerre à Gaza » et « Cessez le feu maintenant » ».

La police nous a injurié, nous a traité de salopes et nous a dit de retourner à Gaza.

À Haïfa, les militants ont trouvé des moyens créatifs pour échapper à la répression agressive de la police contre les activités anti-guerre dans la ville. Le 28 décembre, un petit groupe d'activistes a organisé ce qu'ils ont appelé une manifestation « sautante », au cours de laquelle ils se sont déplacés d'un endroit à l'autre avant que la police ne puisse les arrêter.

« Nous n'avons pas fait de publicité dans les grands groupes [de médias sociaux], car nous savons que les policiers les surveillent », a déclaré Gaia Dan, une militante basée à Haïfa. « En fait, cela a plutôt bien fonctionné. Nous nous

sommes tenus dans la Colonie allemande [au centre de Haïfa] pendant 20 minutes, et le temps que la police arrive, nous étions déjà à un autre endroit. Là, la police est arrivée au bout de cinq minutes, alors nous avons fui vers le troisième point. Nous essayons d'être présents sans que cela ne débouche sur la violence ».

Dan avait été arrêté lors d'une autre manifestation organisée dans la ville un mois plus tôt, au cours de laquelle des militants s'étaient tenus silencieux avec du ruban adhésif sur la bouche pour protester contre la persécution politique dont sont victimes ceux qui expriment leur désaccord avec la guerre. « Lorsque nous sommes arrivés, il y avait déjà trois voitures de police et, en quelques instants, le commandant du district a crié dans un mégaphone que si nous ne nous dispersions pas dans les deux minutes, ils le feraient par la force.»

Selon Dan, la police s'est alors jetée sur la manifestation. Da
« Ils ont arrêté un manifestant et ont commencé à déchirer_{ns}
les pancartes et à pousser les gens partout. Ils ont arraché_{la}
ma pancarte, qui était très banale : « Arrêtez le silence ». _{vo}
J'ai été traîné et j'ai reçu des coups de pied. C'est ainsi _{it}
que j'ai été arrêté. »

ur
e
de
po
li
ce
av
ec
de
ux
au
tr
es
dé

te
nu
s,
Da
n
ra
co
nt
e
qu
e
le
s
po
li
ci
er
s
«
no
us
on
t
in
ju
ri
és
,
tr
ai
té
s
de
sa
lo
pe
s,

no
us
on
t
di
t
de
re
to
ur
ne
r
à
Ga
za
et
no
us
on
t
de
ma
nd
é
po
ur
qu
oi
no
us
n'
av
io
ns
pa
s
ho

nt
e
de
ma
ni
fe
st
er
de
la
so
rt
e
en
te
mp
s
de
gu
er
re
. Pe
nd
an
t
qu
e
no
us
at
te
nd
io
ns
au
po

st
e,
le
s
po
li
ci
er
s
on
t
co
nt
in
ué
à
no
us
ma
ud
ir
e
et
à
ch
an
te
r
de
s
ch
an
so
ns
su
r
le

re
to
ur
au
Gu
sh
Ka
ti
f
[l
e
bl
oc
de
co
lo
ni
es
ju
iv
es
à
Ga
za
qu
i
a
ét
é
dé
ma
nt
el
é
en
20
05

] et sur la destruction de Gaza . Au bout de trois heures , nous avons été libérés

sa
ns
co
nd
it
io
ns
.
»

La répression policière de la dissidence à Haïfa a eu lieu immédiatement après le déclenchement de la guerre. Le 18 octobre, le mouvement HIRAK prévoyait d'organiser une manifestation dans la ville ; quelques heures avant le début de celle-ci, la police a publié un communiqué indiquant qu'aucune autorisation n'avait été accordé et qu'elle « n'autorisera aucune manifestation de soutien ou de solidarité avec l'organisation terroriste Hamas » et « agira avec fermeté, conformément à la loi, pour disperser la manifestation, y compris en recourant à des mesures de dispersion massive si nécessaire ».



Un militant est arrêté durant une manifestation contre l'attaque de Gaza à Haïfa le 20 janvier 2024 800x533 © Oren Ziv

Des dizaines de policiers sont arrivés et ont déclaré la manifestation illégale, dispersant violemment les manifestants et arrêtant cinq d'entre eux qui refusaient de partir. Adalah, dont les avocats représentaient trois des détenus, a été informé que les détenus resteraient en détention toute la nuit sur ordre du commissaire de police. Le lendemain, le tribunal de Haïfa a ordonné leur libération.

Le 29 octobre, le militant Yoav Bar a été arrêté à son domicile avec ce que la police a appelé du « matériel d'incitation » – qui s'est avéré être des affiches politiques – avant d'être libéré sans conditions.

Depuis les arrestations lors de la manifestation du 28 décembre, Dan pense que les habitants de Haïfa ont peur de descendre dans la rue. « Lors de la première manifestation, nous étions 20 ; aujourd'hui, il est difficile d'être cinq », dit-elle. « Les gens voient aussi ce qui se passe à Tel Aviv et à Jérusalem – ils ne veulent pas venir à une manifestation et se faire battre, et je les comprends. C'est difficile et épuisant, chaque fois que vous arrivez en pensant que cela pourrait se terminer par une arrestation ou un écrasement sur le trottoir. Moi aussi, j'ai peur. Mais en fin de compte, nous avons le privilège, en tant que Juifs, de savoir que nous ne risquons généralement pas une détention prolongée, et il est important de manifester autant que nous le pouvons.

Shbita, le secrétaire du Hadash, espère que maintenant, trois mois après le début de la guerre, le courant juif dominant comprendra également pourquoi ils protestent. « Le choc du 7 octobre a été réel, mais je pense qu'avec le temps, les gens se posent des questions », a-t-il déclaré. « Malheureusement, les Israéliens ne commencent à poser les questions difficiles que lorsque leur propre camp est touché. Ils ne se soucient

pas des 20 à 30 000 victimes palestiniennes, mais la mise en danger de la vie des otages, les soldats tués, les problèmes diplomatiques, la crise économique – tous ces éléments amèneront le public à se poser des questions. »

+972 et *Local Call* ont contacté la police israélienne pour obtenir des commentaires sur sa politique de prévention des manifestations contre la guerre, sur l'autorité dont elle dispose pour confisquer les pancartes, et sur le traitement des détenus à Haïfa par les officiers de police.

Un porte-parole de la police a répondu : « Sans faire référence à un cas ou à un autre, nous notons que la police israélienne opère conformément aux dispositions de la loi et aux conditions fixées par la directive du procureur général. La police israélienne autorisera le droit légitime d'exprimer la liberté de protestation, mais n'autorisera pas les manifestations de violence contre les policiers chargés de la sécurité et du maintien de l'ordre public, ni les troubles de l'ordre public de quelque nature que ce soit. »

Une version de cet article a été publiée pour la première fois en hébreu sur *Local Call*.

Oren ziv est un photjournaliste, journaliste pour *Local Call*, et un membre fondateur du collectif de photographie *Activestills*.